

## La Mission Recherche (MiRe)

La MiRe pilote des programmes visant à produire des connaissances sur les politiques sanitaires et sociales et à alimenter les réflexions des administrations, des partenaires institutionnels ou d'acteurs opérationnels. Elle impulse des enquêtes pour mieux comprendre les effets et les limites de la complémentaire santé solidaire (C2S).

### Trois programmes de recherche en 2024

L'année 2024 a marqué le début des recherches du programme « Repenser la protection sociale à l'aune des crises environnementales », menées par sept équipes pluridisciplinaires. En partenariat avec l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP), la MiRe a organisé une journée d'étude à Sciences Po réunissant les acteurs du programme, en l'articulant avec des réflexions nationales et internationales sur les transitions sociales-écologiques.

La MiRe a également travaillé à la préparation d'un nouvel appel à projets de recherche (APR) sur les transformations du travail social élargi, à la suite du tour d'horizon réalisé lors de trois séminaires de recherche, aux transformations de l'intervention sociale au sens large. Cet APR a rencontré un fort intérêt de la part de partenaires institutionnels<sup>1</sup> qui ont activement participé à sa construction et contribueront de façon importante à son financement.

Les 12 projets du programme « Usages des technologies numériques » ont progressivement pris fin en 2024, débouchant

sur un séminaire, puis un colloque, organisé en janvier 2025, et sur la préparation d'un ouvrage collectif pour 2026.

### C2S : le développement d'éclairages qualitatifs sur des publics spécifiques

Une nouvelle étude qualitative sur la complémentaire santé solidaire (C2S) a été menée dans le cadre du programme copiloté avec la Direction de la Sécurité sociale (DSS). Elle analyse les représentations et les usages de la couverture santé des étudiants, documentant ainsi les dynamiques de (non-) recours. En parallèle, la MiRe et la DSS ont lancé une nouvelle étude sur les retraités à revenus modestes, un public sensible du point de vue des besoins de santé et des événements de vie susceptibles d'augmenter le risque de non-recours (passage à la retraite, veuvage, etc.). Des réflexions visant à affiner l'évaluation du non-recours à la C2S et à dégager de nouvelles pistes de travaux quantitatifs ont également été menées avec d'autres équipes de la DREES et de la DSS.



## L'Observatoire national du suicide (ONS)

La MiRe anime l'Observatoire national du suicide, dont le but est d'éclairer les acteurs et d'appuyer la prévention du suicide par des analyses statistiques et des travaux de recherche.

L'activité, en 2024, a principalement été consacrée à la coordination et à

la rédaction du sixième rapport de l'ONS, en lien avec une vingtaine d'auteurs, internes et externes. Par ailleurs, l'ONS a continué son travail de structuration d'une communauté de chercheurs sur le suicide grâce au déploiement du groupe de travail « Jeunes chercheurs », réuni à quatre reprises sur les thématiques du genre, de la santé mentale, de la mesure et des indicateurs statistiques, etc.

1. La CNAF et le futur Institut national du travail social (INTS), aujourd'hui porté par la DGCS.

# L'Observatoire national de la démographie des professions de santé

L'Observatoire national de la démographie des professions de santé (ONDPS) poursuit sa mission de régulation du troisième cycle des études de médecine, d'odontologie et de pharmacie. Il apporte également sa contribution à la réflexion stratégique et prospective de la régulation des professions de santé en assurant le suivi des objectifs arrêtés en 2021 pour les professions médicales et en proposant des objectifs pour les professions d'infirmières et d'aides-soignantes.

## Une mission de régulation du troisième cycle des études médicales

Dans la continuité de sa mission, l'ONDPS a proposé un nombre de postes d'internes à ouvrir pour les filières médecine, pharmacie et odontologie d'internat, ainsi que pour les options et les formations spécialisées transversales. Les propositions sont élaborées sur la base d'une expression de besoin concertée avec les acteurs régionaux, en lien avec les agences régionales de santé (ARS) et d'auditions des représentants de spécialités médicales. Le travail de régulation tient compte des besoins en santé et des capacités de formation exprimés par les ARS, des objectifs nationaux fixés en termes de santé publique et de la recherche d'un meilleur équilibre territorial.

Les propositions de l'Observatoire ont été concertées lors de conseils d'orientation puis transmises au ministre de la Santé et de la Prévention et au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour les arrêtés ouvrant des postes par spécialité et subdivision pour l'internat en odontologie, les options et formations spécialisées transversales, l'internat en médecine, l'internat en pharmacie.

## Le suivi des objectifs nationaux pluriannuels de formation des professions médicales

L'Observatoire contribue à éclairer les perspectives démographiques des professions de santé. Il assure le suivi annuel des objectifs nationaux pluriannuels de professionnels de santé à former pour la période 2021-2025, en remplacement du *numerus clausus*, pour veiller au respect de ces objectifs. Le bilan de l'année écoulée, transmis aux ministres concernés, montre que l'objectif devrait être atteint, voire dépassé, pour les formations en médecine et en odontologie, contrairement aux formations en pharmacie et en maïeutique, qui n'ont pas de trajectoire stable avec un risque sur l'atteinte de l'objectif.



## Une contribution à la réflexion prospective élargie aux professions paramédicales

L'ONDPS renforce, depuis 2020, sa contribution à la réflexion stratégique et prospective de la régulation des professions de santé et s'est engagé à l'étendre au champ des professions paramédicales. Missionné par le ministre de la Santé pour proposer un objectif de formation pour les professions paramédicales en tension, l'ONDPS a organisé la concertation préalable avec la mise en place d'un comité de pilotage accueillant les parties prenantes. Une série de groupes de travail thématiques ont été réunis sur les questions de trajectoires de formation, de trajectoires professionnelles, d'estimation des besoins et d'attractivité de la formation et des métiers d'infirmière et d'aide-soignante. Le rapport de propositions, qui prône la poursuite de l'effort de formation, a été remis aux ministres concernés en 2024.

## La Revue française des affaires sociales

La RFAS, référencée en droit, sociologie et science politique, est la revue scientifique des ministères sociaux pour les questions sociales. Créée en 1946, elle produit quatre numéros par an diffusés sur le portail Cairn et organise des séminaires thématiques.



### RFAS numéro 2024-1

#### Risques et injustices socio-environnementaux. Savoirs, expertises et actions publiques

Coordination : Elisabetta Bucolo, Teresa Da Silva Rosa, Corinne Delmas

Les risques et injustices socio-environnementaux désignent les conséquences négatives du changement climatique et de la pollution sur les populations les plus vulnérables, et touchent des thèmes encore émergents dans la sphère scientifique française, comme la santé environnementale, la qualité du logement ou les liens entre justice sociale et climatique.

Ce numéro est composé de huit articles et de quatre points de vue, classés suivant trois axes de recherche : l'environnement comme catégorie d'action publique, les politiques publiques et les injustices et inégalités environnementales.

### RFAS numéro 2024-2

#### Ce que l'art et la culture font aux organisations de santé : dialogue fertile et expériences troublantes

Coordination : Carine Delanoë-Vieux, Sidonie Han, Françoise Liot

Construit en trois grandes parties : culture et santé : politique intersectorielle et territoire ; espaces, institutions et enjeux éthiques ; art et design comme ressources thérapeutiques, ce numéro se donne pour ambition de broser un portrait large de l'état actuel des interactions entre organisations de santé, art et design.

Le dossier thématique est complété par deux articles hors dossier sur le thème de la marchandisation des associations.

### RFAS numéro 2024-3

#### Migrations et santé : faire face au soin entravé

Coordination : Estelle d'Halluin, Chloé Tisserand, Simeng Wang

Les difficultés d'accès aux soins des migrants sont abordées sous différents angles, tels que les logiques d'action et les pratiques des migrants pour remédier à une santé dégradée, et aussi, du côté des professionnels et des pouvoirs publics, des tensions existantes entre l'objectif d'une « santé pour tous » et les multiples contraintes mettant à l'épreuve ce mot d'ordre. Les onze contributions sont réparties suivant deux axes : les résistances aux soins entravés, d'une part, et les enjeux organisationnels, institutionnels et professionnels, d'autre part.

Ce numéro est complété par un article sur le parcours de sans-abrisme de femmes en migration.

### RFAS numéro 2024-4

#### Regards croisés sur l'évolution de la protection sociale en France depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

Coordination : Yannick Marec, Bruno Valat, Vincent Viet

L'histoire de la protection sociale depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est abordée sous l'angle de la diversité de notre système de protection et de la pluralité des approches historiques. Ce numéro comporte un entretien avec Michel Laroque sur l'évolution des ministères sociaux, une interview de Pierre-Louis Bras, ainsi que la restitution d'une table ronde sur les nouveaux champs de recherche en histoire de la protection sociale : le genre, les générations et la question sociale.

Quatre articles hors dossier complètent ce numéro, sur les inégalités sociales en temps de confinement, les régulatrices du bloc opératoire et la répartition sur le territoire des médecins libéraux sous les angles économique et sociologique.